

Le dernier cri de la sécurité au salon de la police municipale

La Grande-Motte. 800 participants, une soixantaine d'exposants ce mercredi : cette troisième édition régionale illustre la demande croissante, terrorisme oblige, pour du matériel high tech et innovant pour mieux protéger les agents et le public.

À l'épreuve des balles

C'est une tendance lourde de ces derniers mois, attentats terroristes oblige : la demande d'équipements de protection balistique, comme ceux que commercialise l'entreprise Sunrock, est à la hausse. Comme ce casque BKR, capable de résister à la plupart des tirs d'armes de poing : « Il pèse 4 kg et encaisse au moins trois tirs de 9 mm », explique Renaud Bordedeat,

de Sunrock. Autre produit clé, le gilet pare-balles avec des plaques de céramiques qui stoppent les plus gros calibres. 20 000 ont été fournis aux brigades anti-criminalités depuis 2016. « Aujourd'hui, on est en train d'en fournir à certains services de pompiers, et on réfléchit même à en équiper les ambulanciers », explique-t-on chez Sunrock.



■ Un casque et un gilet stoppant les plus gros calibres.

Un espion à lunettes

« Nos produits sont plus destinés aux services de renseignement, aux détectives privés ou aux particuliers qu'aux policiers municipaux », reconnaît Johan Baroghel, d'Optovision. Il est vrai que cette société toulousaine fournit la panoplie du parfait espion. Comme ces lunettes avec une caméra intégrée, permettant de filmer

et d'enregistrer en HD en toute discrétion (800 € avec le boîtier enregistreur dans la poche). Optovision a aussi des caméras cachées dans un bouton de chemise, dans la tranche d'un smartphone ou sur le côté d'une coque pour téléphone portable. « On en a vendu beaucoup aux services spécialisés du ministère de l'Intérieur. »



■ Une caméra d'une discrétion absolue.

Des caméras piéton anti-agressivité

« L'apport essentiel de l'appareil, c'est de garder une trace, et de diminuer fortement le comportement agressif de la personne contrôlée. » Dealpix, liée à la société nimoise Exavision, commercialise des caméras piétons, que teste jusqu'en juin 2018 la police nationale, notamment à Montpellier, Nîmes ou Vendargues. « Actuellement, le policier doit informer la personne qu'il contrôle qu'il la filme », précise Jean-Michel Gourin. L'appareil prend aussi des photos en HD, et les images, cryptées et codées ne sont exploitables que via une station d'accueil. Coût : entre 200 et 650 €.



■ Ces caméras sont testées à Nîmes et à Montpellier.



■ Des véhicules qui sont actuellement testés par les Mossos, la police régionale catalane.

Le triporteur électrique, déjà à Barcelone

Quarante kilomètres d'autonomie à 25 km/h, silencieux et économique : ce triporteur électrique, fabriqué aux Pays-Bas par M.Product, et équipé par Ocean Concept à Nîmes, a déjà séduit les Mossos, la police régionale catalane, qui le teste actuellement à Barcelone. « C'est un produit de présence », explique Daniel Bou, directeur de M. Product Europe. « Il donne de la hau-

teur et de la visibilité à l'agent, par exemple pour les touristes dans une zone très fréquentée. » Il est équipé d'un gyrophare, d'un deux tons, de feux à éclats, d'une marche arrière et se recharge en trois heures. « On a une grande fiabilité, les Hollandais ont fait 20 000 km en un an sans la moindre panne », précise Daniel Bou. L'appareil, homologué pour

l'Europe, est immatriculé et peut emprunter les routes. Il offre aussi d'autres pistes de développement, en dehors de la police : une version « propre », avec des bacs à l'arrière pour collecter des déchets recyclés, dans un hypercentre-ville, intéresse Nîmes et Alès, qui viennent de s'en faire livrer deux exemplaires. Coût : 13 000 € tout équipé.

« Sensibiliser au risque terroriste »

« Les policiers municipaux arrivent souvent les premiers sur les lieux d'un drame, et peuvent être amenés à faire face à une situation terroriste, alors qu'ils ne sont pas intégrés dans les dispositifs d'intervention prévus », explique Christian Bodin de la société Crise-Up. Son entreprise propose des formations des personnels susceptibles de devoir agir dans des « situations dégradées d'intervention. Cela va de la violence urbaine à la terreur de masse », explique cet

ancien pompier de Paris. « Il y a une forte montée en puissance de la demande pour une préparation psychologique à ce type de situation : mettre de côté ses émotions et suivre l'ordre des priorités opérationnelles. Mais nous offrons aussi une formation pratique et juridique, pour arriver à leur dire : surtout ne faites pas ça. En matière de terrorisme, il ne faut jamais prendre d'initiative individuelle, sous peine d'entraîner tout le groupe avec soi. »



■ Christian Bodin.

QUESTIONS À



FRANÇOIS GROSODIER
Président de la commission consultative des policiers municipaux

« La troisième force du pays »

Où en est aujourd'hui la police municipale ?

C'est la troisième force de la sécurité intérieure. Elle est aussi la police du quotidien. Elle a besoin que les communes conservent des moyens. Elle doit aussi obtenir une clarification de ses prérogatives judiciaires.

La technologie a ici le vent en poupe. Est-ce une bonne évolution ?

La technologie ne remplacera jamais l'homme. C'est un gain en efficacité et un excellent investissement : l'État est gagnant à l'équipement en vidéoprotection. Mais il a aussi du retard : les municipaux ne peuvent toujours pas consulter le fichier des plaques minéralogiques et des permis de conduire, alors que le décret était promis pour la fin 2016.

Quel peut être le rôle de la police municipale face au terrorisme ?

Le renseignement et l'intervention doivent relever de la police nationale. Mais sur un attentat, ce peut être la police municipale la première à intervenir devant mettre fin à un péripète meurtrier, ce que la loi ne lui permet pas clairement. Quelle sera la police municipale de demain ? Une police toujours plus professionnelle, mieux formée et mieux contrôlée, mais restant sous les ordres du maire qui est responsable de la réponse apportée à la demande sociale.

■ Voir la vidéo sur Midilibre.fr

TEXTES ET PHOTOS : FRANÇOIS BARRÈRE ET VINCENT LACOUR

L'entraînement économique via l'airsoft

« Nos répliques d'armes, identiques à celles utilisées par la police permettent un entraînement le plus réaliste possible, sans les contraintes de l'utilisation de vraies munitions d'exercice », explique Georges Nikolov, de la société Spartan. Un pistolet Glock ou un Famas ne tirant que des billes de 6 mm de diamètres reviennent entre 150 et 250 €. « Cela offre un coût d'utilisation d'environ 15 € pour 1 000 coups, contre 1 000 € avec des munitions d'exercice. Et les policiers municipaux peuvent s'entraîner où ils veulent très facilement, avec uniquement un masque et des lunettes de protection. »



■ Des armes presque réelles, mais qui ne blessent pas.